

encourager le bilinguisme canadien dans nos ambassades et à désigner, dorénavant, à des postes supérieurs des Canadiens qui s'affirment bilingues, en plus de parler les langues des pays où ils sont accrédités.

• (10.10 p.m.)

Le ministre devrait s'efforcer aussi de désigner plus de Canadiens français comme ambassadeurs. Les pays de l'Afrique et de l'Amérique latine, particulièrement, apprécieraient de tels représentants canadiens, à cause souvent d'une culture gréco-latine commune et de la langue française qui prédominent en plusieurs de ces pays. Si, dans ces pays, nos représentants ne parlent que l'anglais, le Canada y manque grandement dans les rapports psychologiques confraternels.

Par exemple, je me rappelle qu'en juin 1966, l'honorable ministre des Affaires extérieures annonça la désignation de neuf hauts-commissaires et ambassadeurs dont un seul, soit M. Georges-Marcel Olivier, nommé en Indonésie, était canadien-français.

Dans le même ordre d'idées, le gouvernement fédéral devrait mieux répartir l'aide à l'étranger et ne pas favoriser presque uniquement les pays anglophones du Commonwealth.

L'aide canadienne à l'étranger reflète très pâlement le caractère biculturel du Canada. En 1965, sur 173 millions de dollars versés par le Canada aux pays sous-développés, 99 millions sont allés à des pays asiatiques membres du Commonwealth. En revanche, 19 pays d'Afrique, où l'on parle le français, n'ont reçu que 5 millions et demi de nous, sous forme de dons, et 2 millions en prêts seulement. Nous n'avons fait aucun don à l'Amérique latine et nos prêts n'ont pas dépassé 10 millions.

Voilà, monsieur l'Orateur, des faits qui démontrent le manque d'efforts nécessaires de la part de notre gouvernement à étendre le bilinguisme canadien à nos ambassades et à encourager matériellement les pays francophones.

J'espère que l'honorable ministre ou son secrétaire parlementaire admettra qu'il faut améliorer la situation et qu'il nous annoncera dans quelques instants des initiatives appropriées.

**M. Donald S. Macdonald (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, le député de Sherbrooke (M. Allard) mérite d'être félicité pour l'intérêt qu'il porte à l'importante question de la représentation canadienne à l'étranger, laquelle, nous en convenons tous, doit être la plus compétente et la plus fidèlement re-

[M. Allard.]

présentative de la diversité et de la richesse culturelles de ce pays.

C'est sans doute parce que ce besoin a toujours été reconnu que, depuis toujours, le ministère des Affaires extérieures et son service diplomatique ont atteint, avant la plupart des autres services gouvernementaux, un degré avancé de bilinguisme et reflétant notre culture variée. Bien sûr, ce besoin dont nous a parlé le député de Sherbrooke est aujourd'hui, plus qu'hier, universellement reconnu, et ceci permet des efforts redoublés qui ont été fournis et continuent de l'être pour améliorer la situation.

Au ministère des Affaires extérieures, actuellement, entre 20 et 25 p. 100 des agents diplomatiques sont de langue française et certainement 35 p. 100 sont couramment bilingues. En fait, on peut dès maintenant considérer que 50 p. 100 et plus des agents sont bilingues, si l'on inclut ceux qui sont déjà en bonne voie de le devenir complètement.

Mais personne ne voudrait en rester là. Toutes les nouvelles recrues, plus de 50 en 1966, qui ne sont pas bilingues au départ, sont envoyées, dès la période initiale de leur formation, soit à l'école française, soit à l'école anglaise de la Commission du service civil, à plein temps, pendant une période de quatre mois. Et cela s'applique tout aussi bien aux rangs moyens et aux rangs les plus élevés. De même, on n'hésite pas à envoyer, soit à l'école de langues à Ottawa, soit à des cours de rafraîchissement à Sainte-Adèle, soit pour une année entière à Québec, des agents qui ont rang de chefs de poste, de chefs de direction et même de sous-ministres.

Le député de Sherbrooke a mentionné les ambassadeurs canadiens en Amérique latine. Il sait déjà que sur un total de 13, cinq se prévalent de la langue française comme leur langue maternelle. En Afrique francophone, le Canada est représenté auprès de 15 pays, soit directement, soit par accréditation non résidente, par un total de huit fonctionnaires, trois francophones et les autres entièrement bilingues.

[Traduction]

L'HABITATION—RÉUNIONS DE GROUPES  
D'ÉTUDE CONCERNANT LA PÉNURIE

**M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi):** Monsieur l'Orateur, hier j'ai demandé au ministre du Travail, étant donné la situation de plus en plus alarmante de l'habitation au Canada, si les colloques proposés d'un bout à l'autre du Canada auraient lieu plus tôt qu'on ne l'avait prévu, afin que les mesures voulues soient prises le plus rapidement possible.

En un mot, monsieur l'Orateur, la crise du logement qui sévit au Canada est une honte nationale. On dit que notre pays vient au